

Des effets toxiques de l'Europe dans le champ de la santé ou chronique d'une dévastation annoncée.

Réflexions à partir d'un article paru dans le quotidien du médecin du 20 février 2007 : 'le monde de la santé craint pour son indépendance financière.'

D'où vient cette inquiétude nerveuse que le monde des médecins libéraux manifeste depuis quelque temps concernant son avenir prochain ?

Eh bien, ce n'est, ni plus ni moins, que la vieille médecine libérale en est au temps de son crépuscule. Ce n'est là nulle parole de prophète mais juste une constatation venant d'un regard vers Bruxelles où la médecine du libéralisme sonne le glas de la médecine libérale. Bien sombre constatation car si le médiocre est derrière nous, le pire est encore à venir.

Qu'en est-il ?

Il en est tout simplement que la commission européenne autorise que l'on puisse investir dans le marché de la santé sans être pour autant un professionnel de la santé (les personnalités extérieures à la profession ne pouvant, en France, pour le moment, détenir plus de 25% des capitaux d'une société d'exercice libéral). Ce qui est là autorisé par la commission européenne est une sorte d'OPA de la finance dans le marché de la santé. Poussée par des groupes financiers internationaux, cela fait des mois que cette commission européenne met en demeure la France afin qu'elle ne fasse pas obstacle à l'entrée de fonds financiers dans les sociétés d'exercice libéral (SEL).

Quelle importance, pourrait-on se dire ? Que la médecine privée ait pour base des capitaux financiers ou ceux des seuls médecins libéraux, le privé reste toujours le privé. On ne va pas tout de même pleurer sur la fin de la médecine libérale ! Non, certes on ne va pleurer sur les malheurs des libéraux mais que le libéralisme renverse la médecine libérale cela change énormément de choses dans le champ de la santé.

Pour examiner le changement, force est d'anticiper ce pire encore à venir de la médecine du libéralisme, actuellement en fin de grossesse dans le ventre de Bruxelles.

Le principe faisant tenir debout cette médecine du libéralisme sera de n'investir qu'en fonction du seul profit.

Une fois le pire sur ses pieds, la santé ne sera qu'un marché, les malades ne seront que des clients et il n'y aura d'actes médicaux que sous la forme de marchandises.

Quelles sont les marchandises qui dans ce marché rapporteront le plus ? Les plus chères bien évidemment. Comme les marchandises les plus chères sont celles à haut plateau technique, il va de soi que les financiers commenceront par investir dans ces domaines spécialisés. En conséquence de quoi, toute extension de ce marché ne pourra bien évidemment se faire qu'au seul détriment de l'hôpital. Que l'Etat cesse d'investir dans le domaine public de la santé et aussitôt les hôpitaux ne seront plus concurrentiels avec le marché médical de cette santé financière. Or, il est bien évident que l'Etat cessera d'investir, vu que la manne financière sera du côté des grands trusts.

Qu'advient-il alors ? Eh bien, il y a fort à parier, que les prix seront fonction du marché, que le marché sera fonction des profits et que les profits se feront en fonction des clientèles. Du prix grand luxe au prix cassé, on pourra voir de tout.

Mais ce qui sera vraiment cassé, bien plus que le prix, sera la santé. Car il va de soi qu'immédiatement deux biens publics s'affaibliront : l'hôpital et la sécurité sociale. Mais pour ce qui est de la sécurité sociale, mutuelles et assurances privées prendront immédiatement le relais, c'est déjà prévu dans leur programme.

Résultat pour les clients : tout manque sur le compte en banque les exclura plus ou moins du domaine de la carte privilège réservée aux clients première classe.

Ainsi, accepter l'injonction de la commission européenne sur l'autorisation aux groupes financiers d'investir dans la santé, c'est tout bonnement accepter que l'on puisse être soi-même un exclu de la santé.

Autre volet de cette santé-fiction, celui du devenir des médecins et plus généralement de tout le personnel de santé.

Si la finance internationale, soit la mondialisation, investit dans le champ de la santé, il n'y aura de personnels que sous la forme de salariés. Que les libéraux d'aujourd'hui deviennent les salariés de demain, là encore on ne va pas sortir nos mouchoirs. On ne va pas sortir nos mouchoirs si ce n'est que le monde médical réduit à n'être que les salariés du monde de la finance devront pour garder leur emploi répondre aux seules injonctions de la finance. Injonctions de la seule finance, c'est à dire retour au principe : le pire ne tient sur ses pieds qu'en fonction seulement du profit. Or sur quoi se base le profit, si ce n'est la rentabilité. Mais que la médecine soit rentable, n'est-ce pas déjà le cas avec la médecine libérale ? Bien entendu, c'est déjà le cas. Sauf que la rentabilité reste tout de même fonction des libéraux qui seuls décident de son indice. Ils peuvent accepter ou non les malades ayant l'A.M.E et peuvent avoir d'autres critères que la seule rentabilité comme le bien faire son métier, le bien soigner tout le monde etc.

Mais demain, si les grands groupes de la finance investissent dans le champ de la santé, l'intérêt sera le seul critère. A la porte les principes honnêtes ! A la porte, le kinésithérapeute prenant son temps pour masser ! A la porte, l'infirmière peu rapide ! A la porte, le médecin consciencieux acceptant de soigner des malades qui paieront quand ils obtiendront quelques mois de C.M.U. Les cabinets médicaux deviendront des lieux d'entreprise et les lieux seront aussi différents que les marchandises et les clients. A tel type de marché tel lieu et à tel autre type, tel autre. En deux mots comme un, le personnel salarié des grands groupes financiers de la santé n'aura d'autre choix dans ce monde s'il veut conserver son travail que d'accepter que soient exclus les malades qui ne peuvent être clients d'un lieu.

Oui, mais dira-t-on, que faire contre Bruxelles ?

Réponse : refuser l'exclusion des malades car c'est un monde de l'exclusion qu'organise celui de Bruxelles. Et pour ce qui est de l'exclusion, il n'y a pas deux poids, deux mesures : soit on l'admet, soit on la refuse. Mais si on refuse l'exclusion, on ne peut que la refuser pour tous car l'admettre, ne serait-ce que pour un, revient toujours à l'accepter.

C'est pourquoi, contre Bruxelles, il faut ici-même proclamer l'égalité à la santé. La proclamer, c'est proclamer qu'aucun des malades d'« ici » n'est étranger à la santé.